

« Il faut veiller au respect des conclusions de la commission d'enquête. J'en ai marre qu'elles soient bafouées. » **Ch. LACROIX**

16 La régionale Écolo de Huy-Waremme veut présenter sa motion dans 16 Communes

Les Communes actionnaires commencent à bouger

L'Avenir : un signal des Communes

Dans les Communes actionnaires de Publifin, on commence à se prononcer en faveur d'une sortie des Éditions de l'Avenir de Nethys. Comme à Wanze hier soir.

● La Rédaction

Petit un : « *Le conseil communal exprime son désaccord avec les décisions annoncées par le management de Nethys en date du 23 octobre 2018 relative-ment aux Éditions de l'Avenir.* »

Petit deux : « *Le conseil communal prend position en faveur d'une sortie immédiate des Éditions de l'Avenir du Groupe Nethys, par exemple au travers d'une reprise par un outil wallon, dans le cadre d'une opération de portage régional.* »

C'est, en substance, la motion présentée hier soir au conseil communal de Wanze par le groupe Écolo (opposition). Dans l'arrondissement de Huy-Waremme, Écolo veut présenter ce texte dans tous les conseils communaux où il siège (soit dans 16 Communes sur 31). Il y a une semaine, à Villers-le-Bouillet, tous les groupes l'ont adopté sauf le PS, qui s'est abstenu.

A Wanze, par contre, le PS a bel et bien approuvé la motion hier soir. Le bourgmestre socialiste Christophe Lacroix explique pourquoi.

« *Comme citoyen et comme politique, je tiens évidemment d'abord à une presse libre et diversifiée. Et je tiens aussi à un ancrage communal comme celui qui est propre à L'Avenir* », commente Christophe Lacroix

Sortir, mais pas sans plan B

Il a juste demandé deux amendements au texte initial : qu'on privilégie le portage par la Région wallonne et qu'on enlève le mot « immédiate » (dans le passage « *sortie immédiate des ÉdA du Groupe Nethys* »). Ce qui ne pose pas de problème à Écolo. « *Avant d'exiger une sortie de Nethys, on doit s'assurer que les scénarios et projets industriels tiennent la route. Parce que si on claque la porte de Nethys et que le portage wallon ne marche pas, on fait quoi ?* », demande Christophe Lacroix. Bref, exiger la sortie, oui, mais pas sans solution de repli.

« *Et puis, il faut veiller au respect des conclusions de la commission d'enquête. J'en ai un peu marre qu'elles soient bafouées* », ajoute l'ancien ministre wallon, qui trouve que le gouvernement a bien trop traîné dans ce dossier et ne prend pas suffisamment ses responsabilités. « *Il y a une*

sorte de pusillanimité du gouvernement wallon. Il est temps d'enclencher la vitesse supérieure. Il faut un calendrier réaliste. »

Christophe Lacroix renvoie chacun à ses devoirs en termes d'éthique et de gouvernance. « *Publifin est peut-être responsable. Mais les hommes et les femmes politiques doivent aussi exiger la transparence. Depuis le début, on se demande quel est l'avenir du groupe. Je n'ai pas encore vu de projet global. On apprend tout par la presse : les tentatives concernant ORES et RESA, l'impression du journal L'Avenir chez Rossel, le plan de restructuration, etc.* »

« Il est plus que temps »

Le ministre-président Willy Borsus (MR) attend de Nethys qu'il présente un plan de recalibrage de ses diverses activités concurrentielles d'ici à la fin décembre. Est-ce assez réaliste pour Christophe Lacroix ? « *Il est plus que temps. Pour moi, si on peut aller plus vite... À la condition que ce soit sérieux, réaliste, tenable et pérenne* », répète le bourgmestre de Wanze.

Christophe Lacroix dit n'avoir consulté personne au PS avant de décider d'adopter la motion. À part ses propres troupes au conseil communal. « *Ils sont unanimes. Il est plus que temps que le politique reprenne les rênes de cette affaire. Et il faut qu'on s'en sorte par le haut.* » ■

« Un vote à l'AG aurait plus de poids »

Ce mardi soir, c'est à Huy que la motion sera présentée. D'autres suivront (lire ci-contre). « C'est un bon signe que les Communes actionnaires de Publifin bougent. Mais elles auraient pu s'en inquiéter plus tôt », réagit Cédric Halin. Le nouveau bourgmestre d'Olne est celui par qui l'affaire Publifin a surgi sur la scène médiatique, fin 2016.

« Une motion, ça ne mange pas de pain... Force est de constater que lors des assemblées générales, y

compris la dernière, il n'y a pas grand monde pour sortir du bois », témoigne-t-il.

Christophe Lacroix rappelle que sa Commune a déjà fait acter ses inquiétudes à l'AG de décembre 2017 à propos des Éditions de l'Avenir et de la diversité de la presse. « Aujourd'hui, c'est un pas plus loin. J'aurais souhaité aller plus vite mais c'est un travail de longue haleine », note le bourgmestre de Wanze.

Cédric Halin salue le geste. « Mais chez Nethys, ils se contreforment d'une motion. Tant mieux si la motion peut sensibiliser, mais je ne crois pas que ça changera le fonctionnement du groupe. Par contre, voter contre l'évaluation annuelle du Plan stratégique 2017-2019 lors de l'AG du 30 novembre, ça aurait plus de poids. On peut lire que le groupe Publifin fait de l'emploi une priorité. On peut en douter face à ce qui risque d'arriver à l'Avenir », conclut-il. ■

Be tv, autre filiale de Nethys, aussi menacée

Dans le giron de Nethys, sa filiale Be tv est aussi menacée par un plan de restructuration.

Il concerne

23 personnes.

● La Rédaction

Les temps sont durs dans le périmètre du groupe Nethys. Après avoir annoncé son intention de licencier 60 équivalents temps plein au sein des Éditions de l'Avenir, une autre filiale se prépare aussi à la mise en œuvre d'un plan de restructuration.

C'est la filiale Be tv qui est concernée. Une vingtaine de membres de son effectif (180) devrait quitter l'entreprise pour la mi 2019. « La restructu-

ration se déroule en deux phases », explique Serge Jonnaert, délégué CNE. Dans un premier temps, c'est l'équipe « support » qui est concernée. « Il y a de plus en plus d'automatisation, de synergies possibles. Il y a des métiers qui n'existent plus », constate le représentant du personnel.

Le second volet du plan, le délégué CNE l'estime « assez schizophrénique. La deuxième phase est prévue pour juin-juillet 2019. Ce sera l'aboutissement de la réalisation de nos nouvelles infrastructures », 50 % de l'équipe attachée à cette transition sera impactée. « On va leur demander de quitter le navire une fois qu'il sera repeint... On leur demande de rester dans l'aventure jusqu'en juin et ils savent, une fois le plan réalisé, qu'on va les débarquer ».

Le calme chez VOO ?

Faut-il envisager que VOO

soit la prochaine filiale de Nethys à passer à la moulinette ? Du côté de Liège, les syndicats ne semblent pas particulièrement inquiets. « Hormis la vente de RESA, il n'y a pas trop de mouvement social dans la société VOO », confirme Patrick Masson, permanent SETCA. L'emploi est stable. Notamment dans le call center où il y a 7 à 800 personnes et un turnover régulier.

Pour l'instant, nous sommes donc un peu épargnés. Le personnel suit l'actualité mais n'est pas trop en questionnement pour l'instant. »

Les principales difficultés se situent plus au niveau des statuts différents. Toute une partie du personnel relève toujours de la fonction publique alors que les nouveaux engagés sont sous contrat privé. Du côté du personnel sous contrat public, on redoute plus une perte des avantages liés à leur ancien statut. ■